

Grèce

Etat des lieux de la corruption

Richard Soméritis

La conviction des Grecs est absolue: leur pays est le champion de toutes les fraudes, de toutes les combines, de tous les scandales. Ils le proclament en privé et en public. Haut et fort. Seuls les échos de leur propos dans la presse internationale provoquent une réaction, parfois passionnée, de contestation. Ils nient alors ce que les accusations pourraient avoir de systématique, évoquent le règne, réel, des scandales en Italie, en France, voire en Allemagne ou en Grande Bretagne dont les performances en la matière sont en effet remarquables comme en témoignent tant d'“affaires” aux conséquences politiques graves.

Qu'en est-il en réalité? Marios Ploritis, un intellectuel grec de grand renom, indépendant et influent, éditorialiste au journal *To Vima*, avait, en février dernier, formulé un réquisitoire quasi désespéré.

“Assurément, avait-il écrit, pour un grand nombre de Grecs d'aujourd'hui, l'imposture, la combine, les agissements frauduleux et illégaux, la corruption et la fraude fiscale, les ententes dans l'ombre et l'économie souterraine, sont devenus un “sport national”. Nous sommes tous responsables pour les cent sept plaies de notre Etat pharaonique. Mais les responsables les plus importants sont nos dirigeants et nos “guides” qui, par leur exemple, “enseignent” aux citoyens toutes les techniques du mensonge, de la priorité accordée à l'intérêt personnel, de la malhonnêteté, de l'indifférence à l'égard des intérêts du pays et de la “sainte manie” de satisfaire les siens propres, de la mise à l'encan de tout à l'intérieur et des dénonciations généralisées de la part de l'extérieur”.

Ce réquisitoire résume tout. Est-il juste? Est-il fondé? La réponse n'est pas aisée. A la lecture de la presse, la Grèce vit en permanence à l'heure

des scandales et de la fraude. Il suffit de se promener un peu dans le pays, et non seulement à Athènes, pour constater avec Constantin Karamanlis, que l'Etat est effectivement pauvre alors que ses citoyens sont riches. Cette boutade, privée mais connue de tous, date des années 70. Elle reste d'actualité. L'économie "parallèle", celle qui échappe aux statistiques, et bien entendu au fisc, représente plus de 45% du PIB réel. L'Etat grec est privé de la moitié des ressources qui normalement lui seraient dûes. Tous les rapports internationaux insistent sur la nécessité vitale de lutter contre la fraude fiscale. Il est juste de noter que le gouvernement, grâce à une équipe économique jeune et ambitieuse, s'y emploie non sans une certaine efficacité. Les recettes de la TVA rentrent mieux, des centaines de milliers de citoyens ont dû, enfin, pour la première fois, rédiger leur déclaration de revenus, d'autres, qui échappaient au fisc, sont imposés en fonction d'éléments "objectifs": surfaces cultivées, personnels employés, situation des commerces, équipements des bureaux et officines, voitures etc.

Cela ne va pas sans mal. En mars dernier, des agriculteurs en colère avaient bloqué durant plus d'une semaine routes et chemins de fer entre Athènes et Salonique, coupant le pays en deux, alors que les commerçants fermaient leurs boutiques. Mais, sans nul doute, le coup le plus dur à la politique de vérité fiscale a été porté par le Premier ministre en personne, avec l'affaire de sa luxueuse villa d'Ekali, un des riches faubourgs du nord d'Athènes.

Les politiciens en première ligne

Cette villa a été achetée à un industriel du café par Andreas Papandreou, au nom de sa jeune femme. Son prix réel est évalué à plus de 400 millions de drachmes soit près de 9 millions de francs mais en Grèce on ne déclare, légalement, que le prix dit "objectif", nettement moins élevé, fixé par l'administration. Cette villa a fait l'objet de travaux très importants: deux piscines, un poste de garde, une chapelle (madame Papandreou affiche un grand attachement à l'Orthodoxie...), un aménagement intérieur totalement nouveau, un ameublement de prix sinon de bon goût, le tout évalué à plusieurs centaines de millions de drachmes. On dit que lorsque le vieux Premier ministre a vu pour la première fois le petit palais préparé par sa femme, il a failli subir une attaque: l'imprudente impudence de l'opération avait tout d'une énorme provocation à l'égard de l'opinion publique.

Les hommes politiques grecs étant soumis à l'obligation d'une déclaration annuelle de leur fortune et de la fortune des leurs, jusqu'au deuxième degré de parenté, Andreas Papandreou était dans l'obligation d'expliquer, preuves à l'appui, l'origine des fonds qui lui ont permis cette mirifique acquisition immobilière. De plus, il est apparu dès le premier instant que les modifications de la villa et les nouvelles constructions n'étaient pas conformes aux permis de construire obtenus, ce qui fait

l'objet, actuellement, d'une enquête du Parquet à l'initiative du procureur de la République. Il y avait également là une erreur politique, relevée sans pitié par l'ancien ministre des Affaires européennes du gouvernement de M. Papandreou, le bouillant Theodore Pangalos: ce n'était pas digne d'un Premier ministre de gauche de s'installer dans le luxe alors que son gouvernement imposait l'austérité au pays.

Le pire cependant était à venir. Il s'agissait des explications officiellement fournies quant à l'origine des fonds ayant permis l'opération de la villa. On a ainsi appris qu'une partie du financement a été assurée par la vente d'une maison qu'Andréas Papandreou tenait de sa mère et d'un appartement, propriété de sa femme. Le "reste" a été financé d'une part par un prêt "personnel" d'un homme d'affaires palestinien, George Halak, par ailleurs fiché par plusieurs polices, y compris la police grecque, et d'autre part par une série de prêts sans intérêt (!) consentis par certains de ses ministres...

Ces "explications", émanant sans doute de l'entourage personnel et particulièrement contesté de madame Papandreou, n'ont fait qu'aggraver les choses. Elles étaient politiquement choquantes dans la mesure où le Premier ministre apparaissait financièrement redevable à certains de ses collaborateurs; de plus, elles ne justifient nullement la provenance des sommes non déclarées mais dépensées pour l'achat de la villa et la réalisation des travaux. Certains commentateurs ont relevé également que les explications du Premier ministre sur les prêts gratuits qui lui ont été "consentis" codifient une méthode des plus efficaces, dorénavant à la disposition de tout un chacun, pour frauder le fisc...

Actuellement, on attend en Grèce la publication des nouvelles déclarations sur la fortune des hommes politiques pour faire le point sur l'évolution de l'affaire de la villa. "Paradoxalement", cette publication est retardée pour des raisons "techniques" en dépit des demandes de l'opposition.

Toutefois, il est probable que l'affaire n'aura pas de suites réelles. Car en Grèce, les scandales et les affaires pullulent dans les pages de la presse, les émissions de radios et de télévisions, les discussions de café, souvent au cours des débats parlementaires, surtout à l'approche des élections. Souvent, des enquêtes judiciaires sont même ouvertes à l'initiative soit de la majorité parlementaire du moment soit d'un procureur. Mais on connaît peu de procès. Et presque jamais de procès convaincants. Quant aux quelques personnalités condamnées, elles furent vite transformées en victimes du jeu politique et donc en héros.

Aussi bien, un ancien ministre des Finances, Dimitri Tsovolas, condamné à une légère peine de prison et à la suspension de ses droits civiques pour quatre ans par la Haute Cour lors du retentissant procès de l'affaire Koskotas, parle haut et fort et a certainement un avenir politique. Il est vrai que sa condamnation a pu choquer. N'ayant pas eu de participation directe au scandale, on pouvait seulement lui reprocher un arrangement fiscal avantageux pour les dettes d'un ami du Premier ministre. De plus, le même tribunal avait relaxé, parfois au bénéfice du doute aussi bien Andreas Papandréou, à l'époque ancien Premier ministre mais qui devait, trois ans plus tard, le redevenir, que tous les autres

responsables politiques (sauf un, M. Petsos, actuellement président des Chemins de Fer grecs...) qui avaient permis, directement ou indirectement, à Georges Koskotas de se trouver à la tête d'une banque privée soutenue par l'État et les entreprises publiques et de construire en plus un empire de presse alors qu'il ne disposait que des fonds frauduleusement prélevés dans les caisses de son établissement, lui même acquis par la même méthode d' "autofinancement".

Un autre ancien ministre socialiste, Nikolaos Athanassopoulos, impliqué et condamné dans une affaire de maïs yougoslave baptisé grec pour percevoir à l'exportation les aides communautaires, est de nouveau membre du parlement. Il est vrai qu'il ne s'était pas enrichi personnellement: il avait couvert cette opération "*pour le bien des finances publiques*"! Certains le considèrent de la sorte comme un bon patriote... Détail pittoresque: N. Athanassopoulos est un ancien magistrat.

Est-ce vraiment contradictoire? Selon tous les sondages, les hommes politiques n'inspirent ni la confiance ni le respect. Pas plus en tout cas que les médecins (ils sont accusés de toucher des dessous de table et de frauder le fisc), les avocats, les ingénieurs ou les juges sans parler des journalistes. Quant à la fonction publique, du recrutement des fonctionnaires au moindre permis de construire ou au règlement d'affaires fiscales, tout dépendrait du piston, voire des sommes versées à leurs œuvres personnelles. Le climat est tel que, la confiance faisant défaut, la mise en œuvre des grands travaux financés par l'Union Européenne est sans cesse remise à plus tard, les procédures d'adjudication étant toutes contestées. La Grèce vit à l'heure du soupçon. La corruption serait la règle.

L'état réel des lieux

Est-ce exact? Pas toujours et, en tout cas, pas à ce point. La corruption existe assez largement. Elle n'est pas générale. Elle permet le financement des grands partis politiques, pourtant bénéficiaires de subventions publiques et, bien entendu, de certains politiciens dont le train de vie, inexplicable, choque plus d'un. La villa rose des Papandréou est citée en exemple par l'opposition; la fortune attribuée à l'ancien Premier ministre de droite Constantin Mitsotakis est un des arguments de ses adversaires. Personne ne pense plus qu'il existe des hommes appauvris par la politique. Or, c'était la règle dans le passé.

Il s'agit là de la conséquence d'une pratique dramatiquement délétère: depuis plusieurs décennies, les partis politiques se lancent systématiquement des accusations de corruption et de vol. La presse en fournit les "preuves", on en discute au parlement, on constitue des commissions d'enquête, on entame même des actions judiciaires. Pour aboutir le plus souvent à des constats de prescription qui entraînent la cessation des poursuites tout en interdisant aux accusés de prouver, éventuellement, leur innocence. Constantin Karamanlis avait fait les frais

de cette pratique dans les années 60. La junte militaire (1967-1974) qui avait pris le pouvoir entre autres pour... lutter contre la corruption a clos tous les "dossiers". A l'exception d'un seul, en soit mineur (il s'agissait de pots-de-vin touchés par les militaires responsables du tourisme pour accorder autorisations et prêts à la construction d'hôtels), ses propres scandales, pourtant évidents, sont restés impunis. Et, par la suite, hormis le scandale Koskotas¹ lequel cependant, quant à ses implications politiques, n'a abouti qu'à un fiasco total, toutes les nouvelles affaires ont suivi le chemin royal de la prescription. Il en est ainsi de la privatisation de l'importante cimenterie "Iraklis", acquise par la société italienne "Castelstruci" dans des conditions dénoncées comme scandaleuses d'autant que la mafia rôdait dans les parages, du projet de privatisation partielle des télécommunications et d'une énième affaire d'écoutes téléphoniques.

Ces affaires-là, jointes à quelques erreurs politiques, ont entraîné la chute prématurée de la droite (Mitsotakis) et le retour miraculeux de Papandréou au pouvoir, en octobre 1993. Ces affaires ont toutes été classées: prescription! Et qui plus est, c'est la majorité parlementaire socialiste qui après avoir décidé les poursuites il y a moins d'un an, a en se déjugant, voté au printemps dernier le constat de prescription à l'égard des hommes politiques ce qui entraîne l'arrêt des poursuites au civil et au pénal à l'égard des protagonistes non politiques des mêmes affaires.

Est-ce une conséquence du "système"? L'opinion publique estime souvent que *"les requins ne se mangent pas entre eux"*. En fait, il est rare qu'un dossier concernant la corruption soit vraiment convaincant. Une fois utilisé politiquement — notamment pour crier aux élections: à bas les voleurs! — il rejoint les oubliettes de la justice et de la politique. Ce qui est en revanche intolérable aux yeux des Grecs, c'est la tolérance affichée à l'égard de la petite corruption quotidienne. Si quelques agents du fisc sont pris de temps à autre "la main dans le sac", si des policiers indéliçats sont parfois condamnés, si de temps en temps un chirurgien de renom est mis en cause pour les dessous de table touchés dans les hôpitaux publics, l'impression qui prévaut est celle du laisser faire. Avec de temps en temps une révélation de taille; telle la découverte d'un important réseau de trafic de tout (drogue, faux papiers, évasions facilitées, visites de filles) monté par certains des principaux gardiens de la prison centrale de Korydalos, près du Pirée.

Pourtant, on l'a déjà signalé, des progrès incontestables ont été réalisés dans la lutte contre la fraude fiscale, qui est la clé de voûte du système d'argent sale. Si la tendance se confirmait, l'Etat restaurerait son image et la société entrerait dans une phase où l'argent circulant de main à main deviendrait l'exception. La lutte contre la fraude et la corruption font partie de l'énorme effort de modernisation dont la Grèce a besoin. Mais le pari ne sera pas forcément gagné. Trop de gens, puissants ou humbles, doivent au "système D" leur niveau actuel, un mode de vie relativement facile pour ceux, nombreux, qui en bénéficient. Trop de gens également, y compris parmi ceux qui en pâtissent, acceptent les choses telles qu'elles sont en estimant qu'il n'y a rien à faire.

En réalité, comme en Italie et en France, le problème devient de plus

en plus politique. Voire dangereux pour le jour où un parti extrémiste exprimerait le dégoût grandissant de la population dont les signes avant-coureurs sont le désintérêt pour la chose publique, la fuite des militants, l'abstention et le vote nul qui gagnent du terrain.

Richard Soméritis est écrivain et journaliste à l'hebdomadaire *Vima*.

¹ L'affaire Koskotas a été jugée en deux parties. La Cour Spéciale, prévue par la Constitution, a examiné le cas des hommes politiques impliqués par un acte d'accusation rédigé par le Parlement. Mal ficelé et manquant de preuves tangibles, un des principaux accusés mort en pleine audience — il s'agissait de Menios Koutsoyorgas, ancien vice-président du Conseil, dont le cas était le plus évident — ce procès a abouti à un quasi fiasco laissant les hommes politiques accusateurs en mauvaise posture. D'autre part, Georges Koskotas et ses collaborateurs ont été jugés par une Cour d'Assises dans l'indifférence générale. Seul Koskotas reste en prison. Personne n'a pu retrouver les 30 millions de dollars manquant à l'appel. Certains de ses adjoints étaient des cadres importants du PASOK de M. Papandreou. Ils se portent bien. A deux exceptions près, ils ont retrouvé des postes importants: un d'entre eux est député au Parlement Européen (ancien porte-parole du gouvernement socialiste, il exerçait auprès de Koskotas des fonctions de conseiller politique), les autres sont directeurs de journaux, dirigeants de sociétés ou cadres. Les dépouilles du groupe de presse de Koskotas ont été partagées à l'amiable, dans des conditions peu claires. Sa formidable imprimerie, également...